

Voici ces dix propositions :

1. Accélérer le développement bas carbone dans les villes

Le rapport invite les villes à rejoindre les nombreux réseaux existants de collectivités sur le climat, pour partager les bonnes pratiques dans le domaine de la mobilité, du logement, de l'énergie ou de la gestion efficace des ressources. Il estime que les banques multilatérales de développement et autres donateurs devraient dégager au moins 1 milliard de dollars pour aider les 500 plus grosses villes mondiales à remplir leurs engagements. Les actions climatiques des villes existantes pourraient générer des économies de près de 17 milliards de dollars d'ici 2050, et des réductions d'émissions de 3,7 Gt équivalent CO₂ d'ici 2030, calculent les auteurs.

2. Protéger et restaurer la forêt et les terres agricoles

La Commission appelle les gouvernements, institutions financières et acteurs économiques à financer une utilisation durable des terres, à restaurer au moins 500 millions d'hectares de terres agricoles et forêts dégradées d'ici 2030, et à mettre fin à la déforestation. Mettre en œuvre et renforcer les initiatives et des partenariats comme ceux de REDD+ ([programme onusien de lutte contre la déforestation](#)), l'initiative 20X20 en Amérique latine ([20 millions d'hectares dégradés restaurés d'ici 2020](#)) ou des initiatives privées d'approvisionnement responsables en huile de palme par exemple, pourrait permettre de réduire de 3,3 à 9 Gt de CO₂ d'ici 2030.

3. Investir au moins 1 000 milliards de dollars dans les énergies propres

Afin d'abaisser encore le coût des énergies propres et d'orienter les investissements privés vers elles, les banques multilatérales et nationales de développement devraient multiplier leurs collaborations avec les gouvernements et le secteur privé, avec des investissements de l'ordre de 100 milliards de dollars par an dans l'approvisionnement en électricité à faible émission de GES (hors transports) et l'efficacité énergétique, d'ici 2030.

4. Harmoniser les standards d'efficacité énergétique

Le G20 devrait s'entendre pour élever les standards d'efficacité énergétique (pour les équipements, véhicules, immeubles, industries et éclairage) et les harmoniser au plus haut niveau d'exigence. Au niveau mondial, la hausse des investissements en faveur de l'efficacité énergétique pourrait générer 18 000 milliards de dollars de valeur ajoutée supplémentaire d'ici à 2035, augmentant la croissance de 0,25 à 1,1 % par an. Aligner et accroître les normes nationales en matière d'efficacité énergétique pourrait réduire les émissions annuelles de GES de 4,5 à 6,9 Gt CO₂ en 2030.

5. Se concerter pour établir un prix du carbone efficace d'ici 2020

Aujourd'hui, 12 % des émissions annuelles mondiales de GES sont concernées par [des taxes carbone ou des marchés d'émissions existants ou planifiés](#). Une coopération mondiale (par le biais du G20, de la Banque Mondiale, du FMI ou de l'OCDE) autour de la fixation d'un prix du carbone et de la suppression progressive des subventions aux énergies fossiles - aujourd'hui demandée par de nombreux acteurs politiques, économiques et financiers - permettrait notamment d'éviter les impacts sur la compétitivité qu'entraîneraient des mesures unilatérales en ce sens.

6. Favoriser les infrastructures climato-intelligentes

Au moins 90 000 milliards de dollars d'investissements dans les infrastructures sont nécessaires d'ici 2030 pour atteindre les objectifs de croissance, principalement dans les pays en développement. Il est indispensable que les investisseurs, gouvernements, banques multilatérales ou entreprises [intègrent le coût du risque climatique dans ces derniers](#).

7. Favoriser l'innovation bas carbone

Le rapport appelle les pays émergents et développés à travailler ensemble sur la recherche et développement dans les technologies bas carbone (agriculture, bioénergie, accès à l'énergie, capture et stockage du carbone...). L'investissement public dans ces dernières devrait au moins être triplé dans les économies majeures, d'ici à 2025.

8. Assurer une croissance à faible émission avec le secteur privé

Selon la Commission, il existe d'ores et déjà un marché des produits, services et technologies bas carbone, de l'ordre de 5 500 milliards de dollars. Les entreprises sont nombreuses à mettre en œuvre des politiques de réduction d'émission de CO₂ qui leur permettent également d'améliorer leur rentabilité. Elles devraient travailler davantage avec les gouvernements, syndicats et autres parties prenantes pour assurer une "transition équitable" vers une économie bas carbone.

9. S'attaquer aux émissions du transport aérien et maritime

Ensemble, les transports [maritimes](#) et [aériens](#) représentent aujourd'hui 5 % des émissions de CO₂ au niveau mondial. Mais d'ici 2050, ils pourraient représenter jusqu'à 10 voire 32 %. De nouvelles mesures, concernant l'efficacité des carburants (pour les transports maritimes) ou la mise en place d'un système de compensation carbone (pour l'aérien) par exemple, mesures actuellement en discussion dans les instances internationales de régulation, pourraient aider à réduire les émissions annuelles de ce type de transports de 0,6 à 0,9 Gt en 2030.

10. Réduire l'usage des hydrofluorocarbures (HFC)

[Les](#) HFC, utilisés sont les gaz à effets de serre à plus forte croissance actuellement : ils augmentent de 10 à 15 % chaque année. Intégrer leur élimination dans [le protocole de Montréal](#), qui traite de la question des gaz affectant la couche d'ozone, permettrait d'éviter entre 1,1 et 1,7 Gt équivalent CO₂ d'ici à 2030.